

NOTE DE SERVICE

N° 01-046-A71 du 4 avril 2001

NOR : BUD R 01 00046 N

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

RECOUVREMENT DES CRÉANCES DE L'ÉTAT ÉTRANGÈRES À L'IMPÔT ET AU DOMAINE

ANALYSE

Modification de spécifications comptables

Date d'application : 28/03/2001

MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; PRODUITS DIVERS ;
CRÉANCES DE L'ÉTAT ÉTRANGÈRES À L'IMPÔT ET AUX DOMAINES ; COMPTABILITÉ ; CODIFICATION

DOCUMENTS À ANNOTER

Note de service n° 96-130-A71 du 19 juillet 1996
Note de service n° 97-026-A71 du 6 février 1997

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPG	DOM	TGE	ACCT							

DIFFUSION

GT 39

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4^{ème} Sous-direction - Bureau 4A

SOMMAIRE

1. LES RECETTES ENCAISSÉES DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE DE VALIDATION DE SERVICES AUXILIAIRES	3
1.1. La part salariale : ligne 501 "Retenues pour pensions civiles et militaires (part agent)" (compte 901.55)	3
1.1.1. Reversements par les caisses du régime général de la Sécurité Sociale.....	4
1.1.2. Reversements provenant de l'IRCANTEC	4
1.1.3. Versements effectués par les agents ou par des organismes (autres que l'IRCANTEC).....	4
1.2. La part patronale : ligne 805 "Recettes accidentelles à différents titres" (compte 901.59)	4
1.2.1. Reversements par les caisses du régime général de la Sécurité Sociale.....	4
1.2.2. Reversements effectués par l'IRCANTEC.....	4
2. LES RECETTES ENCAISSÉES DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE DE RÉCUPÉRATION D'INDUS : LIGNE 811 « RÉCUPÉRATION D'INDUS » (COMPTE 901.59).....	5
2.1. La récupération des indus sur traitement	5
2.2. La récupération des indus sur pensions	5

La présente note de service a pour objet d'appeler l'attention des trésoriers-payeurs généraux sur les modifications intervenues à compter du 1^{er} janvier 2001 dans la nomenclature comptable des recettes non fiscales de l'Etat, figurant dans l'instruction codificatrice n° 00-107-PR du 29 décembre 2000.

Ces évolutions concernent notamment la ligne 501 "Retenues pour pensions civiles (part agent)", la ligne 805 "Recettes accidentelles à différents titres" et la ligne 811 "Récupération d'indus".

Elles visent d'une part à identifier l'origine des versements comptabilisés dans le cadre des procédures de validation des services auxiliaires des agents de l'Etat, d'autre part à individualiser dans les comptes de l'Etat les recettes intervenues après constatation d'indus sur les rémunérations ou sur les pensions.

La date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions, fixée au 1^{er} janvier 2001, correspond :

- à la date de comptabilisation, pour les recettes au comptant ;
- à la date d'émission des titres de perception, pour les recettes encaissées sur titres.

Les titres de perception émis et pris en charge antérieurement au 1^{er} janvier 2001 conservent leur ancienne imputation comptable.

1. LES RECETTES ENCAISSÉES DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE DE VALIDATION DE SERVICES AUXILIAIRES

Pour les fonctionnaires de l'Etat autorisés à faire valider les services accomplis antérieurement en tant que non titulaires, la part vieillesse des cotisations versées au régime général et à l'IRCANTEC doit être reversée au budget général de l'Etat, au titre du régime spécial de retraite des fonctionnaires dont ils relèvent après leur titularisation.

La procédure de validation des services auxiliaires entraîne donc pour la période concernée le reversement à l'Etat des parts salariales et patronales de l'assurance vieillesse par l'IRCANTEC (ou le cas échéant un autre organisme de retraite complémentaire) et par la caisse du régime général de la Sécurité Sociale, dont relevait l'intéressé en dernier lieu.

L'agent lui-même est amené à verser un complément de cotisations, calculé rétroactivement pour la période concernée.

Il convient de souligner que les reversements à l'initiative des caisses du régime général sont effectués, sans émission de titre de perception, en application des dispositions du décret n° 90-110 du 30 janvier 1990 modifiant le code de la Sécurité Sociale.

Il en va de même pour les reversements effectués à l'initiative de la caisse centrale de secours mutuels agricoles, au titre du régime d'assurances sociales agricoles, en vertu des dispositions du décret n° 90-109 du 30 janvier 1990 modifiant le code de la Sécurité Sociale.

En revanche, les versements de l'IRCANTEC et de l'agent interviennent après émission d'un titre de perception à leur encontre.

Pour assurer un meilleur suivi de ces recettes, à compter du 1^{er} janvier 2001, elles donnent lieu à une individualisation comptable sur la ligne 501 pour la part salariale, et sur la ligne 805 pour la part patronale, mise en place selon les modalités décrites ci-après.

1.1. LA PART SALARIALE : LIGNE 501 "RETENUES POUR PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES (PART AGENT)" (COMPTE 901.55)

A compter du 1^{er} janvier 2001, l'imputation des recettes au titre de la part salariale diffère en fonction de l'origine des versements : le régime général, l'IRCANTEC ou l'agent lui-même (éventuellement d'autres organismes).

1.1.1. Reversements par les caisses du régime général de la Sécurité Sociale

Ils sont effectués au comptant et sont comptabilisés à la spécification 501.22 "Validations des services auxiliaires – Part salariale reversée par le régime général – Recettes au comptant" (et non plus à la spécification 501.02, réservée maintenant à des versements spontanés ne résultant pas d'une procédure de validation de services auxiliaires).

Par extension, les reversements effectués à l'initiative de la caisse centrale de secours mutuels agricoles au titre du régime d'assurances sociales agricoles sont également imputés à la spécification 501.22.

A cet égard, un nouveau libellé sera adopté prochainement "Validations des services auxiliaires – part salariale reversée par le régime général et les autres régimes – recettes au comptant".

1.1.2. Reversements provenant de l'IRCANTEC

Les titres émis à compter du 1^{er} janvier 2001 sont désormais imputés sur la spécification 501.31 "Validations des services auxiliaires – Part salariale reversée par IRCANTEC – sur titres de perception" (et non plus sur la spécification 501.21).

1.1.3. Versements effectués par les agents ou par des organismes (autres que l'IRCANTEC)

Ils donnent lieu à l'émission préalable d'un titre de perception sur la spécification 501.21, dont le libellé a été ainsi modifié "Validation des services auxiliaires – Part salariale hors IRCANTEC".

1.2. LA PART PATRONALE : LIGNE 805 "RECETTES ACCIDENTELLES À DIFFÉRENTS TITRES" (COMPTE 901.59)

Comme pour la part agent, les recettes comptabilisées au titre de la part patronale de l'assurance vieillesse sont individualisées en fonction de l'origine des reversements : régime général ou IRCANTEC.

1.2.1. Reversements par les caisses du régime général de la Sécurité Sociale

A compter du 1^{er} janvier 2001, ils sont retracés dans les écritures de l'Etat à la spécification 805.02 « Validations des services auxiliaires – Part patronale reversée par le régime général – Recettes au comptant » (au lieu de la spécification 805.92 utilisée jusqu'à présent).

Par extension (cf. point 1.1.1. ci-dessus), les reversements effectués au titre de la part patronale du régime des assurances sociales agricoles sont également comptabilisés à la spécification 805-02, dont le libellé sera prochainement modifié comme suit : "Validations des services auxiliaires – part patronale reversée par le régime général et les autres régimes – recettes au comptant".

1.2.2. Reversements effectués par l'IRCANTEC

Ils font l'objet de l'émission préalable d'un titre de perception, imputé sur la spécification 805.08 « Validations des services auxiliaires – Part patronale reversée par l'IRCANTEC – Sur titres de perception » (au lieu de la spécification 805.91 utilisée précédemment).

2. LES RECETTES ENCAISSÉES DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE DE RÉCUPÉRATION D'INDUS : LIGNE 811 « RÉCUPÉRATION D'INDUS » (COMPTE 901.59)

A compter du 1^{er} janvier 2001, les titres de perception émis dans le cadre d'une procédure de restitution de l'indu reçoivent une imputation comptable différente selon l'origine de l'indu : indu sur traitement ou indu sur pensions.

Il est à noter toutefois que l'imputation sur la ligne 811 est réservée aux cas où le rétablissement des crédits de dépense n'est pas ou n'est plus applicable.

2.1. LA RÉCUPÉRATION DES INDUS SUR TRAITEMENT

Les titres de perception sont imputés sur la spécification 811.11, dont le nouveau libellé est « Récupération des indus sur rémunérations (ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits)".

2.2. LA RÉCUPÉRATION DES INDUS SUR PENSIONS

Les titres de perception sont désormais émis sur la spécification 811.31 « Récupération des indus sur pensions », ouverte à cet effet.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4^{ÈME} SOUS-DIRECTION

DOMINIQUE LAMIOT